

UN PLAN EN 4 POINTS POUR L'ACCÈS UNIVERSEL AUX CONTRACEPTIFS

Cette année marque le 25^{ème} anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) au Caire, lors de laquelle 179 gouvernements ont adopté un programme d'action détaillé qui reconnaît les droits humains et la dignité de chacun et chacune, y compris l'égalité des droits des femmes et des filles et l'accès universel à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, conditions indispensables au développement durable. Du 12 au 14 novembre 2019, la communauté internationale se réunit au Sommet de Nairobi pour faire avancer la mise en œuvre du Programme d'action, en prenant des engagements politiques et financiers. Alors que nous nous préparons toutes et tous à réévaluer ce qui est nécessaire pour accélérer les progrès et parvenir à éliminer les besoins non satisfaits en matière de contraception, nous devons nous rappeler l'importance des produits contraceptifs.

Le Sommet CIPD + 25 se tient à un moment où 214 millions de femmes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire ont un besoin non satisfait en matière de contraception moderne. La planification familiale reste l'un des investissements les plus judicieux pour atteindre les objectifs de développement durable, générant, pour chaque dollar dépensé, 120 dollars de bénéfices économiques et de santé¹. Les pays et leurs citoyens ne peuvent bénéficier de ces avantages substantiels que lorsqu'ils ont accès aux produits contraceptifs nécessaires. Malheureusement, beaucoup de femmes et de filles dans le monde entier ne se rendent dans les centres de santé que pour trouver des étagères vides ou des produits contraceptifs financièrement inaccessibles. Même lorsqu'ils sont disponibles dans le pays, les produits ne parviennent pas toujours aux personnes qui en ont besoin et de nombreux obstacles empêchent encore les femmes et les jeunes filles d'exercer leur droit à la santé.

Le groupe de travail plaidoyer (AAWG) de la Reproductive Health Supplies Coalition (RHSC) appelle les gouvernements, les parlementaires, les donateurs, le secteur privé, la société civile et toutes les parties prenantes à donner la priorité aux actions suivantes nécessaires pour garantir que les contraceptifs soient disponibles et accessibles aux femmes et aux jeunes filles qui en ont besoin :

COMBLER LE DEFICIT DE FINANCEMENT DES CONTRACEPTIF

Publiée par la Coalition en juillet, l'édition 2019 de [l'analyse du besoin en financement des produits contraceptifs](#) prédit un déficit de financement en contraceptifs de 266 millions de dollars en 2025 si les financements pour les produits contraceptifs restent au niveau actuel et si le nombre de femmes nécessitant des contraceptifs continue d'augmenter comme prévu. Entre 2021 et 2025, un déficit de financement cumulé de 1,17 milliard de dollars pourrait compromettre gravement la santé, le bien-être et les droits des femmes qui souhaitent éviter ou retarder une grossesse. Les dépenses des donateurs en matière d'achat de produits contraceptifs tendant à diminuer, il est essentiel de trouver d'autres sources de financement. Répondre aux besoins en produits contraceptifs est abordable. Selon la commission Lancet-Guttman, dans les régions en développement, on estime que 9 \$ US par habitant couvriraient le coût total de la satisfaction totale des besoins des femmes en matière de contraception moderne.

-  **Nous demandons à tous les gouvernements nationaux de respecter leurs engagements en matière de planification familiale en poursuivant leurs efforts pour faire en sorte que les financements augmentent chaque année et en veillant à ce que les décaissements soient effectués à temps, aux niveaux requis.**
-  **Nous demandons aux donateurs de prendre des engagements à long terme pour assurer l'accès aux produits contraceptifs et de collaborer avec les gouvernements pour assurer une transition durable du financement des donateurs vers l'auto-financement.**
-  **Nous demandons au secteur privé de proposer des prix préférentiels à toutes les femmes dans le besoin dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.**

1. Consensus post-2015: Évaluation de la population et de la démographie, Kohler Behrman, <https://www.copenhagenconsensus.com/publication/post-2015-consensus-population-and-demography-assessment-kohler-behrman> et FP2020 Brief «Planification familiale retour sur investissement», http://www.familyplanning2020.org/sites/default/files/Data-Hub/ROI/FP2020_ROI_OnePager_FINAL.pdf

2. Commission Lancet-Guttman (2018) Rapport de suivi accéléré : <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2818%2930293-9>

S'ASSURER QUE LES CONTRACEPTIFS MODERNES FONT PARTIE INTEGRANTE DES FORAITS DE BASE INCLUS DANS LES RÉFORMES DE COUVERTURE SANTÉ UNIVERSELLE (CSU)

Les inégalités dramatiques d'accès à la contraception persistent et doivent être abordées dans le cadre des réformes de la CSU. La prévalence contraceptive est généralement plus faible parmi les 20% les plus pauvres de la population et plus élevée parmi les 20% les plus riches³. Les paiements directs constituent 82% des dépenses totales en produits contraceptifs dans les pays à revenu faible et intermédiaire⁴. L'accès aux contraceptifs est donc inéquitable, et les femmes les plus pauvres ne peuvent pas obtenir les produits dont elles ont besoin.

- ✓ **Nous demandons à tous les gouvernements d'inclure un large éventail de produits et de services de contraception dans les paquets de soins couverts par les réformes de la CSU.**
- ✓ **Nous demandons à toutes les parties prenantes de la CSU de reconnaître et de satisfaire le besoin de contraceptifs gratuits et subventionnés pour les personnes qui en ont le plus besoin, jeunes, personnes vivant en zone rurale ou en situation de pauvreté, personnes réfugiées et déplacées et autres groupes historiquement marginalisés.**

RENFORCER LES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT NATIONALES ET INTERNATIONALES

Sans une gamme complète de contraceptifs disponibles, l'accès est restreint et le choix de la méthode est limité ou inexistant dans de nombreux cas. Les produits tels que les préservatifs, dispositifs intra-utérins, injectables, pilules, implants et la contraception d'urgence doivent atteindre celles qui en ont le plus besoin, jusqu'au dernier kilomètre, y compris dans les zones difficiles à atteindre et touchées par une crise. Renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales et internationales et améliorer les politiques d'approvisionnement sont des mesures essentielles pour garantir que les produits contraceptifs sont disponibles et accessibles.

- ✓ **Nous demandons aux gouvernements, aux donateurs, au secteur privé, à la société civile et à toutes les parties prenantes de travailler ensemble pour améliorer les systèmes de santé et les chaînes d'approvisionnement dans l'objectif de mettre fin aux ruptures de stock et aux interruptions de la chaîne d'approvisionnement en produits contraceptifs.**
- ✓ **Nous demandons aux décideurs nationaux et régionaux d'élaborer et mettre en œuvre des politiques et des protocoles clairs pour améliorer leurs chaînes d'approvisionnement nationales et résoudre les ruptures de stock, y compris en mettant en place des systèmes nationaux d'information et de gestion logistique (LMIS) et des protocoles de formation pour le personnel de santé à tous les niveaux afin de mieux gérer la chaîne d'approvisionnement.**
- ✓ **Nous demandons à tous les partenaires d'accorder la priorité à l'appui aux gouvernements nationaux dans leurs efforts pour mettre en place et renforcer leurs chaînes d'approvisionnement en produits contraceptifs et améliorer l'accès.**

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT AVANT, PENDANT ET APRES LES SITUATIONS D'URGENCE POUR ASSURER AUX PERSONNES TOUCHÉES PAR LES CRISES UN ACCÈS A DES PRODUITS DE QUALITÉ

Chaque pays est vulnérable aux crises. En cas d'urgence, les personnes affectées ont le droit de bénéficier d'un accès ininterrompu à des soins de santé vitaux, y compris les contraceptifs. Les femmes et les jeunes filles touchées par les crises font face à un risque accru de morbidité et mortalité maternelle, de grossesses non désirées et de violence sexuelle. L'accès aux contraceptifs dans les situations d'urgence est essentiel pour atteindre un accès universel aux soins de santé de la reproduction.

- ✓ **Nous demandons aux gouvernements, aux donateurs et aux partenaires de l'humanitaire et du développement de collaborer pour construire des chaînes d'approvisionnement résilientes qui anticipent les besoins en matière de contraception en situation d'urgence et résistent aux crises quand elles se produisent.**
- ✓ **Nous demandons aux gouvernements des pays exposés aux crises d'investir dans des mesures d'anticipation des crises afin d'assurer la disponibilité des contraceptifs en cas d'urgence, y compris en mettant en place des politiques et mécanismes de coordination qui facilitent l'entrée et la distribution rapides de contraceptifs dans les situations d'urgence.**

3. UNFPA, State of the World Population 2019

4. Global Contraceptive Commodity Gap Analysis 2018, Reproductive Health Supplies Coalition

Ensemble, nous pouvons assurer un accès universel aux contraceptifs aux femmes et aux jeunes filles qui ont en besoin, en ne laissant personne de côté.